



La dynamique de la renaissance Chiïte en Irak

par Walter POSCH

La montée de l'influence chiïte dans la politique irakienne est vue avec suspicion tant chez les dirigeants arabes (majoritairement sunnites) que chez les analystes occidentaux. Les questions se multiplient quant au degré d'influence de l'Iran sur les affaires irakiennes. Les points de vue sur cette influence sont partagés : les uns pensent que les chiïtes irakiens sont si différents des iraniens que Téhéran n'aura qu'un pouvoir limité sur l'Irak, dans ce cas ils tendent à idéaliser les leaders chiïtes irakiens, aussi bien les politiciens mystiques, comme le grand Ayatollah Sistani, que les séculiers tel que Ibrahim al-Jafari. Cependant, d'autres voient Téhéran derrière n'importe quel groupe et n'importe quel auteur d'actes hostiles contre les intérêts occidentaux ; dans ce cas, ils ont tendance à faire allusion aux origines iraniennes de Sistani, aux intérêts de sa famille à Qom et à la longue tradition d'accueil de l'opposition irakienne en Iran.

Vue de Téhéran, la chute de Saddam Hussein est perçue comme une opportunité et un défi : dans le meilleur cas, un gouvernement ami s'installera au pouvoir, islamisera la société irakienne, stabilisera le pays et aplanira les tensions avec les Etats-Unis ; au pire, le nouveau gouvernement irakien gardera ses distances vis-à-vis de Téhéran pour ne pas apparaître comme le vassal des Iraniens, sa situation continuera à se détériorer et les tensions avec les Etats-Unis iront grandissantes. Bien que beaucoup se réjouissent à Téhéran des pertes américaines en Irak, ils n'en craignent pas moins que cette instabilité n'affecte les provinces frontalières et ne réveille des conflits ethniques et sectaires dormants en Iran. Ce dernier, comme aucun autre pays dans la région, s'oppose fermement à la partition de l'Irak et à l'indépendance des

Kurdes. A présent, depuis la victoire de l'Alliance irakienne unie dominée par les chiites –frustrante pour les Américains et encourageante pour les mollahs -Téhéran voit sa position réconfortée. Au moins trois des principaux partis (PUK, SCIRI, el-Daawa) sont proches de Téhéran, et l'un d'eux, le SCIRI noue des relations intenses avec le pouvoir politique et militaire de la théocratie iranienne. En même temps, Téhéran n'a pas intérêt à adopter une position provocatrice vis-à-vis des Etats-Unis dont il s'est résigné, à contre cœur, à ne pas exiger le départ dans les plus brefs délais. Il y va de la stabilité de la région du Golfe. Les Etats Unis et l'Iran continueront à défendre leurs intérêts en Irak et aucun d'eux ne pourra imposer sa volonté aux Irakiens. Cependant, dans cette course, l'Iran jouit d'atouts supplémentaires : sa proximité géographique, ses affinités culturelles avec l'Irak et surtout sa tradition d'accueil des partis influents de l'opposition irakienne. Cette influence ne signifie nullement que Téhéran pourrait contrôler les chiites de l'Irak, comme certains pourraient le penser.

LES CHIITES IRAKIENS

Les chiites irakiens ne constituent pas un groupe homogène. La plupart d'entre eux sont arabes mais il y a également des Kurdes de Fayli, des Turkmènes, des Perses et d'autres encore. Même parmi les Arabes, les liens tribaux et locaux jouent encore un rôle important. Pour des raisons historiques le qualificatif chiite a prévalu parmi les classes inférieures comme les paysans et les habitants des marais, la plupart d'entre eux quittèrent la zone rurale pour se réfugier dans les bidonvilles autour des grandes villes; mais ceci n'indique naturellement pas qu'il n'existe pas de chiites dans d'autres segments de la société¹. Les chiites d'Irak n'ont jamais constitué un groupe monolithique unifié et n'ont pas été non plus isolés du reste de la société : les mariages intercommunautaires entre Chiites et sunnites dans la région de Bagdad sont plutôt la règle et pour les couches les plus séculaires de la société irakienne l'appartenance communautaire joue un rôle primordial dans l'ascension sociale. Le concept d'un Irak tripartite : sunnite, chiite et Kurde est profondément fragile, certains classifient le peuple en termes religieux chiites et Sunnites ou en termes ethniques - Kurdes et Arabes, ou - pourquoi pas en employant une terminologie de classe. Cette dernière approche semble la plus usitée. L'Irak ne pourrait pas être divisée en trois grossiers groupes de sunnites, de chiites et de Kurdes mais en entreprises familiales économiquement puissantes et quasi

mafieuses dotées de canaux d'expression politique (partis ou mouvements), et la colère montante contre cette situation qui s'exprimait à travers l'islamisation rampante de la société. Si on avait approché l'Irak de cette façon, le mouvement de Muqtada Sadr par exemple aurait été plus facilement compris. Néanmoins, l'islamisation de la société irakienne pendant les dernières années de Saddam Hussein et la méfiance des clans dominants de Tikrit contre la majorité chiite, contribua à consolider la prise de conscience chiite. Mais cette prise de conscience était nullement contradictoire avec le nationalisme ou le patriotisme irakien comme cela a été démontré pendant la longue guerre contre l'Iran – les Iraniens sont conscients de ce sentiment et tentent d'adopter un profil bas ou au moins ne pas faire valoir la carte de la fraternité confessionnelle.

QUELQUES PARTIS CHIITES ISLAMISTES IRAKIENS

L'Irak a donné naissance à plusieurs mouvements politiques chiites - islamistes, en réaction au communisme et à l'athéisme des années 60 et contre la dictature baathiste des 1970. La guerre entre l'Iran et l'Irak a éloigné de plus en plus les différents groupes d'opposition en exil des affaires intérieures irakiennes et a favorisé la dépendance envers Téhéran. Avant 1980 seulement quelques petites cellules du parti de Daawa, et des autres groupuscules politiques ont survécu en Irak. A la chute de Saddam Hussein, seulement deux authentiques et influentes organisations chiites ont survécu : La Mardjaïya et le mouvement de Sadr el-Thani.

Politiquement, l'unité des chiites dépend actuellement du degré de coopération entre Sistani et Muqtada ; les autres partis chiites, islamistes et séculaires, sont de moindre importance, bien qu'ils fournissent des cadres expérimentés et entretiennent des structures partisans. Les plus importants parmi ces derniers sont le Parti de l'Appel islamique (Daawa) et le Conseil Suprême de la Révolution islamique en Irak (CSRII), tous deux entretiennent des relations avec l'Iran. Le CSRII formait dès sa naissance un projet iranien et avait fonctionné comme un front d'organisations et de groupes islamistes, y compris des sunnites². Mais à la fin, il est devenu une entreprise exclusivement chiite dominée par l'influente famille irakienne d'Al-Hakim. Ce Conseil avait accès au noyau du pouvoir politique iranien. Deux membres de la direction de ce même Conseil

– Ali Al-Taskhiri et Mahmud Al-Hashimi Al-Shahroudi – travaillent pour le bureau des dirigeants suprêmes de la République islamique d’Iran; le réfugié irakien Shahroudi a même été nommé par Khamenei au poste de ministre de la justice iranienne. D’autres organisations d’importance plus limitée existent dont l’Organisation de l’Action islamique (Munazzamat Al-Amal Al-Islami), corps politique représentant des familles cléricales des Modarresi, Chirazis et le Hizbullah Irakien. Ce groupe dirigé par Abdalkarim Abu l-Hatim Al-Muhammadawi a été le dernier mouvement de résistance des marécages du sud irakien. Une autre organisation locale, la Fadhilah/ Vertu basé a Basra a réussi à imposer l’application stricte des lois islamiques parmi la population. Muhammad Ya’qubi de Najaf, un partisan de Muqtada-père, dont la popularité a chuté à cause de sa persistance à se placer en successeur choisi de Muhammad Sadiq, a fondé ce parti.

Le parti de la Daawa (Appel islamique) est le plus ancien parti islamiste chiite irakien qui a éclaté en plusieurs branches dans les années 1980-90, depuis que plusieurs figures influentes ont divergé avec les Iraniens sur des questions théologiques et politiques³. La Daawa a subi de fortes pressions iraniennes pour rejoindre le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak (CSRII), mais la plupart des branches ont résisté. Ses branches au Liban et au Koweït ont été impliquées dans des activités terroristes contre le régime de Saddam dans les années 80. La décennie suivante, certaines branches installées en Europe furent séduites par les principes démocratiques, mais le parti garde son cap islamiste et d’éminents membres comme Al-Jafari insistent sur le rôle de l’islam dans la vie publique. Ces organisations en exil ne semblent pas encore unies avec ce qui subsiste de la Daawa, ils roulent chacun pour leurs propres intérêts au sein de l’Alliance irakienne unifiée.

L’Alliance irakienne unifiée (liste 169) est une vague structure, impulsée par la Daawa et le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Iran, regroupant des partis séculiers et chiites islamistes. La liste se réfère souvent à Sistani même si le guide essaie de garder son impartialité (de toute façon, il ne pourra pas voter puisque il ne jouit pas de la citoyenneté Irakienne). A la base de la formation de cette liste, l’opposant de longue date Ahmad Chalabi qui a réussi à forger une alliance entre tous les partis impliqués, y compris le tonitruant

Muqtada Al-Sadr⁴ opposé à toutes élections tant que l'occupation continue⁵ mais qui ne s'est pas opposé à ce que ses partisans puissent former leur propre liste et participer au vote. Le 23 février 2005⁶ la répartition des sièges des chiites islamistes au sein de l'Alliance irakienne unifiée était comme suit : le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak : 18, le Parti de la Daawa islamique : 15, le Parti de la Daawa islamique/Irak : 9, le Parti de la Vertu islamique : 9, le Conseil islamique chiite : 13, les Kurdes de Fayli : 4, le courant Al-Sadr a obtenu 21 sièges. Ce qui offre à l'Alliance un score de 89 sur 140 sièges. Cela ne leur donne pas une majorité mais en fait un bloc très puissant qui pourra, grâce à une alliance, diriger l'Assemblée nationale irakienne. Comme on peut le constater clairement la question principale est de savoir dans quelle mesure ces groupes peuvent cohabiter ensemble et comment peuvent-ils faire converger leurs points de vues sur certains problèmes fondamentaux telle que la Constitution. Le risque le plus probable c'est l'apparition de divergences entre ces différents groupes ou à l'intérieur des parties entre radicaux et pragmatiques. Les protagonistes en sont conscients. C'est là que Sistani apparaît dans son rôle d'arbitre et de modérateur pour aplanir les dissensions et imposer le compromis. Mais les pragmatistes au sein de la Daawa et du Conseil Suprême comme Ahmad Chalabi joueront le rôle de fédérateur et qui avec l'appui de Sistani pourront diriger ensemble l'Alliance irakienne unifiée. En cas de succès, l'Alliance serait la seule force capable d'impliquer les trois courants de l'islamisme chiite: le courant irakien incarné dans le parti de la Daawa/Irak et les deux courants en exil: le courant pro-occidental (Jafari, Ahmad Chalabi) et le courant pro-iranien (le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak). En d'autres termes, l'Alliance pourra entretenir de bonnes relations avec les deux principaux adversaires de la région: les Etats-Unis et l'Iran. Tous deux, en effet, et pour différentes raisons sont indisposés face à l'imprévisible pouvoir de l'Ayatollah Seyyed Ali Hussaini Sistani, un des plus importants leader du chiisme mondial sinon le plus important.

LE CLERGÉ CHIITE

Une des différences majeures entre l'Islam chiite et sunnite est que les chiites connaissent l'équivalent du clergé tandis que l'Islam sunnite est une affaire courante de l'Etat. Sistani est parmi deux douzaines de Grands Ayatollahs à la tête de la très respectée Hawza Ilmiya du Nadjaf, structure théologique d'enseignement du chiisme. Le

prestigieux sanctuaire de l'Imam Ali au Nadjaf appartient apparemment à sa juridiction. Comme mardja el taqlid, «source d'émulation» beaucoup de chiites pieux suivent partout dans le monde ses préceptes et ses fatwas et lui payent un certain impôt (*khums*). Un appareil administratif de représentants (appelé *jihaz*) soutient le *mardja'*. Le fonctionnement du *mardja'* n'est pas réellement établi, mais son acceptation publique, le nombre d'étudiants en théologie, la reconnaissance par les pairs et dans une faible mesure par le pouvoir politique lui octroient un rôle important⁷. Les jugements d'un *mardja'* sont obligatoires dans divers aspects de la vie qu'il s'agisse de jeûne, de divorce, de vote ou de défense de la patrie (dijihad). L'autorité et l'institution du *mardja' al-taqlid* est la *mardja'iyya*. Quand Sistani insiste sur l'autorité de la *Marjaiya* il repense surtout les cinq Grands Ayatollahs de Nadjaf, car ce sont les plus vénérés. En général le *Mardja* s'abstient de faire de la politique et préfère jouer le rôle d'une haute instance spirituelle. Dans ce domaine, beaucoup d'observateurs ont mal compris cette position de répugnance vis à vis de l'engagement politique chez le *Mardja* qui, en tant qu'autorité religieuse, a osé défier Saddam Hussein sur les questions de morale et d'Islam dans la société. Mais le régime baasiste⁸ a réprimé les activités du clergé et l'a brutalisé après l'intifadha de 1991. Nadjaf a cessé par conséquent d'être le terroir du chiïsme irakien au profit des centres théologiques de Qom en Iran.

Bien que l'autorité religieuse ne soit pas héréditaire, plusieurs familles ont monopolisé certaines positions dans la hiérarchie cléricale durant plusieurs générations. Les plus importantes parmi ces familles sont les Khalisi, Hakim, Sadr, Kashif Al-Ghita, Bahralouloum, Kubba (Arabes irakiens) et les Modarresi, Chirazi, Khoei, Haeri (Iraniens et mixtes irano-irakiens). La plupart de ces familles ont des membres occupant des positions influentes dans l'économie et la politique. Le fils de l'Ayatollah Bahralouloum qui dirige le ministère du pétrole irakien est l'exemple typique. D'autres familles ont régné sur des partis ou des mouvements politiques tels que les Modarresi, Hakim ou Sadr.

Le *Mardja'* dispose d'importantes ressources financières. Les impôts et les donations récoltés financent les fondations et les revenus gagnés sont réinvestis dans les œuvres caritatives (bourses pour les étudiants et autres activités similaires). Basée à Londres, la fondation Al-Khoei, du nom du maître spirituel de Sistani, est la plus importante parmi les fondations chiites, et est dirigée par les membres de la famille d'Al-

Khoei⁹. Beaucoup d'autres fondations sont sous le contrôle de familles cléricales éminentes, comme les Chirazi, Modarresi et Bahralouloum. Sistani a aussi son mot à dire dans les prospères fondations Al-Khoei et Aalulbayt. Mais une pléthore d'autres fondations, instituts de recherche, centres de technologie, hôpitaux et bibliothèques à Londres, Damas, Qom, Mashhad, Téhéran et Pakistan lui sont directement liés¹⁰. Le montant des sommes récoltées par ses partisans ne sont généralement pas disponibles, mais en décembre 2003 le représentant de Sistani à Qom (Iran) lui a envoyé, selon certaines sources, les donations le nombre de 3,5 millions de dollars que ses partisans en Iran ont récoltés¹¹. En se basant sur la popularité de Sistani par ses fidèles chiites et ses activités à l'échelle de la planète, le montant des sommes récoltées serait impressionnant.

Les théologiens formés à Najaf et Kerbela jouent un rôle politique important en Irak, au Liban, dans les pays de Golfe et en Iran. La plupart des élites politiques membres du clergé iranien ont fait, par exemple, des études en Irak où ils nouèrent des contacts avec des étudiants et des politiciens irakiens et libanais. Le soutien politique aux groupes islamistes chiites devint tout à fait naturel une fois que les chiites ont accédé au pouvoir en Iran. Téhéran espère rentabiliser ces contacts et renforcer sa position en Irak et au-delà.

Najaf était aussi un centre où la pensée politique arabe moderne comme le panarabisme, la cause palestinienne, la théorie de la Djahiliya de Seyid Quotb et d'autres références similaires de l'islamisme moderne ont été discutés et inspirés par la théologie chiite. Pour des raisons historiques, l'influence persane était très forte parmi le clergé dans les villes saintes de Najaf, Karbala, Samarra et Kazvin. Le lien entre le clergé chiite iranien et irakien est toujours très fort et les mariages intercommunautaires si nombreux qu'il est parfois difficile de se prononcer sur l'appartenance de leur progéniture (persane ou arabe). Iraniens et autres non-arabes continuent de jouer un rôle influent dans les plus hauts échelons du clergé chiite jusqu'à ce jour. Les cinq Grands Ayatollahs du Najaf sont : Mirza Ali et Hussaini Sistani (Iran), Muhammad Ishaq Fayyadh (Pakistan), Hussein Bashir Al-Najafi (ou Al-Afghani) et Muhammad Said Al-Hakim descendant de la célèbre dynastie irakienne d'Al-Hakim¹².

LES QUERELLES SUR LA PRIORITÉ

Sistani est connu pour être le plus important de tous les Grands Ayatollahs. Il est un disciple de l'école politique quiétiste du Grand Ayatollah Abou'l Qasim Al-Khoei (décédé en 1992), successeur de Muhsin Al-Hakim (décédé en 1972). Deux de ses fils, Muhammad Baqir et Abdulaziz, siègent au Conseil Suprême de la Révolution islamique en Irak. Al Hakim a été précédé par Borudjerdi, maître spirituel de Khomeyni (décédé en 1961). Borudjerdi était le dernier primus inter pares unanimement respecté des Grands Ayatollahs– ou *Mardja taqlid mutlaq* (la référence absolue de la tradition). La lignée du *mardja'* traditionnel passe de Borudjerdi via Hakim et de Khoei à Sistani forme l'Ecole irakienne ou *Nadjafie*¹³, qui rejette toute activité politique pour le clergé. Elle s'oppose en cela à l'école iranienne de Khomeyni¹⁴. Ce dernier qui était lui même Grand Ayatollah et *Mardja el- taqlid* a tenté d'unifier le spirituel et le pouvoir politique. Sa théorie, « le gouvernement du docte religieux » (*velayat-e faqih*)», a été rejetée – ou négligée – par le clergé de Nadjaf, qui était alors sous la direction d'Al-Khoei, maître spirituel de Sistani¹⁵. Jusqu'à ce jour presque la majorité des 20 Grands Ayatollahs rejettent le système iranien et une semi-clandestine « Organisation pour la Défense du droit au *Mardja* » a été fondée à Londres¹⁶.

LE CLIVAGE AVEC L'IRAN

Après la révolution, Khomeyni et ses partisans imposèrent le *Velayat-e faqih* en Iran. Aujourd'hui son successeur Seyyed Ali Hussaini Khamenei occupe ce rang en tant que «Dirigeant suprême de la Révolution islamique». Cette fonction signifie qu'il contrôle, entre autres, les armées, l'appareil de sécurité et de renseignement et le système judiciaire. Du vivant de Khomeyni, et grâce à son charisme et à son haut degré de spiritualité, ce concept était crédible, jusqu'à un certain degré, en termes théologiques. Cependant, Khamenei, son successeur, qui prétend diriger tous les chiites du monde, en sa qualité de *mardja'* suprême, rencontre d'énormes difficultés à se faire reconnaître par les autres Grands Ayatollahs. En effet, ces derniers n'ont jamais admis Khamenei comme leur égal et encore moins comme leur leader et plusieurs doutent qu'il ait la qualité d'Ayatollah¹⁷. La divergence autour de la personnalité qui jouissait de la qualité du plus haut dirigeant spirituel parmi les chiites

était d'importance mineure tant que Saddam Hussein contrôlait Nadjaf et que les Ayatollahs installés en Iran étaient bâillonnés par Téhéran. Mais l'existence d'un clergé najafî vivant, puissant et sans contraintes constitue un défi sérieux au système iranien. Ceci est plus vraisemblable quand certains de ces religieux jouissent d'une influence considérable en Iran même, comme c'est le cas avec Sistani, qui rejette le système du *velayat-e faqih*. Si Sistani se déclare ouvertement « *mardja' taqlid mutlaq* », la perte de prestige de Khamenei s'aggraverait et un coup sérieux serait porté à la réputation du régime et même à sa légitimité¹⁸. Pour ces raisons, Khamenei doit veiller à rester impliqué dans les affaires irakiennes, puisqu'il supervise les forces armées, les services de sécurité et le système judiciaire : ainsi la question de rang et de hiérarchie cléricale entre Nadjaf et Téhéran inclut un aspect de sécurité sérieux.

La délivrance de Nadjaf des baasistes affaiblit apparemment la position iranienne même parmi les groupes qui lui sont favorables. Une tendance visant la séparation de la responsabilité du clergé chiite entre perses et arabes émerge déjà et quelques groupes pro-iraniens de Téhéran se demandent pourquoi la même personne (Khamenei) doit être responsable des musulmans d'Iran et des pays arabes¹⁹. La voix la plus véhémement est celle du Grand Ayatollah libanais Muhammad Hussein Fadhlallah natif de Nadjaf qui, dès la moitié des années 90, a ouvertement critiqué le rôle dominant que veut jouer l'Iran²⁰. Si cette tendance continue, l'influence de Téhéran ne s'exercerait plus que sur le Hizbullah et aucune chance de voir Khamenei reconnu comme le leader mondial des chiites par ailleurs. Mais il paraît que Sistani et Khamenei éludent prudemment leurs désaccords; ils n'ont d'ailleurs aucun intérêt à ouvrir un débat sur la légitimité de la théocratie iranienne. Ils sont plutôt intéressés par l'entretien du statu quo, c'est-à-dire un système iranien coexistant avec Nadjaf. Aussi longtemps que cette situation perdurera, Sistani ne défiera pas Khamenei, qui le traite avec le respect et la politesse qui lui sont dus²¹. Sur le plan protocolaire le premier s'adresse à Khamenei en qualité de dirigeant Suprême de la Révolution islamique, leader suprême en court. Ce titre reflète davantage sa fonction de chef de la puissante élite iranienne ainsi que sa qualité parmi les chiites du monde. D'autre part il ne faut pas oublier que Khamenei a les moyens de saisir tous les avoires des fondations de Sistani et de harceler les membres de sa famille

en Iran qui, régulièrement, craignent, selon certaines sources, les autorités iraniennes²². Enfin, à long terme, Sistani dominera et Khamenei verra son rôle confiné à sa seule fonction politique comme dirigeant de l'appareil d'Etat iranien.

GÉNÉRATION X

Sistani est l'aîné d'une génération d'esprit plus traditionnelle qui a survécu à la répression de Saddam Hussein contrairement à beaucoup d'autres éminents penseurs et théoriciens islamiques qui ont été systématiquement liquidés ou expulsés par le régime baasiste. Une nouvelle tendance du chiisme radical a émergé durant les années 1990 à l'insu de la plupart des observateurs. L'ayatollah Muhammad Sadiq Sadr (ou Sadr Thani, c.-à-d. le second)²³ devenu populaire parmi les masses chiites de Sadr (puis Saddam) City et des marécages, pendant l'embargo. Le régime irakien a tenté de renforcer son statut pour avoir une «source d'émulation» arabe par opposition à l'iranien Ayatollah Sistani. Sadiq Sadr, issu d'une illustre famille cléricale arabe irakienne, a réussi à séduire ses partisans en partie par son propre organisation de distribution alimentaire en faveur des pauvres et en partie grâce à sa manière d'allier la charia (loi islamique) et les coutumes tribales. Après son assassinat en 1999, son unique fils survivant, Muqtada Sadr, entre dans la clandestinité pour ne réapparaître qu'à la faveur de l'invasion américaine. L'existence de ce large réseau a surpris les observateurs occidentaux et iraniens. De plus le mouvement de Muqtada Sadr constitue un défi aux ex-Baasistes, à l'*establishment* clérical du Nadjaf, à l'Iran et aux Etats-Unis. Ce mouvement vit grâce à ses trois composantes: le noyau fondamental du clergé, le réseau caritatif fondé par son père et les adhésions spontanées des masses²⁴. Ces derniers ont créé l'Armée du Mahdi, la milice de Muqtada. L'importance de ce mouvement vient du fait qu'il partage la même base sociale et la même approche populiste avec quelques autres mouvements islamistes radicaux qui ont émergé dans les années 1990. Ces mouvements sont caractérisés principalement par leur faible formation religieuse –Muqtada est un poids léger en matière de théologie et de connaissance islamiques– comme en pensée politique d'ailleurs. Dans ce sens, Muqtada ne propose ni un système politique concis, ni une définition prospective de l'Irak au cas où il réaliserait ses ambitions. Loin d'être donc comparé à Khomeyni qui avait une vision idéologique précise et un savoir-faire politique pour

manipuler ses adversaires, il serait plutôt proche des Talibans²⁵. Comme eux Muqtada improvise entre sa connaissance de la Charia et le nationalisme, comme l'ont remarqué les habitants de Nadjaf lorsque ses hommes avaient pris le contrôle de la ville durant quelques semaines. Si les partisans de Muqtada Sadr sont le produit de la « déculturation » générale de la société irakienne après une décennie de sanctions économiques et de dictature de Saddam Hussein, ils demeurent néanmoins un authentique puissant pouvoir politique irakien, avec qui il faut compter²⁶.

LA POLITIQUE DE SISTANI

La rejet par Sistani du principe iranien du « *velayat-e faqih* », a mené de nombreux observateurs à se tromper sur sa politique en le considérant soit comme apolitique soit comme séculier²⁷. A vrai dire ni l'un ni l'autre n'est vrai. Sistani, dont les visions politiques incluent en fait les principes islamiques et démocratiques, dénie plus au moins le droit à la haute hiérarchie cléricale de diriger le gouvernement, bien qu'il soit convaincu qu'il oriente la société dans une direction plus islamique. Il veut que la *Mardja'iyya* garde ses distances avec la politique, en transcendant en cela les partis politiques et en donnant une direction qui n'aspire pas seulement à un pouvoir politique qui finira par détruire tout son crédit moral comme cela s'est passé avec le clergé iranien. Les fatwas et les directives politiques de Sistani traduisent les revendications des chiites d'Irak. Ces récurrentes revendications s'articulent autour des principes de souveraineté de l'Irak, de démocratie et des valeurs islamiques. Bien que la plupart des observateurs occidentaux ne partagent pas ses ambitions islamiques, Sistani porte à son crédit ses méthodes pacifiques qui, contrairement aux successeurs de Khomeyni, n'encouragent pas le recours à la violence contre ses rivaux politiques. De notre point de vue, Sistani s'est fixé trois étapes dans lesquelles sa position et la réaction qu'elle provoquerait font apparaître deux points très nets : il tentera dans un proche avenir une course politique et Muqtada Sadr sera le « numéro deux » du mouvement chiite irakien, sinon son égal.

ÉTAPE I : ENCADREMENT ET RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE LA MARDJAÏYA

Sistani n'est pas entré en politique volontairement; il y a été forcé par les circonstances chaotiques au lendemain de l'invasion menée par

les Américains. Sistani a immédiatement édicté des fatwas²⁸ afin de prohiber le pillage, les massacres aléatoires des membres du parti Baas et tout acte d'anarchie. Il a été aidé en cela par les seules structures que Saddam Hussein n'a pu entièrement détruire- les réseaux des mosquées et autres établissements de la *Mardjaïya*. Il a également encouragé la constitution spontanée des comités de voisinage œuvrant à faciliter la distribution des aides et à organiser de façon rudimentaire la sécurité²⁹. Ces comités également servent de base à une islamisation de la vie quotidienne, comme l'interdiction de la consommation d'alcool et l'imposition d'une tenue vestimentaire islamique pour les femmes. Cette organisation spontanée était si efficace que ces comités purent organiser les masses de pèlerins qui ont inondé Najaf et Karbala durant la fête de l'Achoura en 2003³⁰. Quelques semaines après la chute de Saddam Hussein les groupes chiites réussirent à supplanter les structures omniprésentes du parti Baas. Ceci a permis l'émergence d'une société civile irakienne chiite avec Sistani comme pivot central. Il est clair que nous sommes en présence d'une société civile islamique dont l'état d'esprit est hermétique à toute immixtion étrangère³¹. Sistani était capable de montrer sa puissance morale et malgré le chaos irakien ambiant il était de plus en plus écouté même par des observateurs occidentaux. A la fin, la politique chiite en Irak a été définie, les partis et les groupes locaux exercent chacun le pouvoir dans son domaine respectif et Sistani dirige l'autorité de la *Mardjaïya*. En juin 2004, il s'est senti si confiant qu'il conseilla aux Nations unies de « gentiment faire connaître la position de la *Mardjaïya*³² ». Les nouveaux venus en Irak ont dû s'adapter à ce nouvel environnement politique et appris à faire avec l'influence politique croissante de la *Mardjaïya*. Parmi ceux-là, les forces d'occupation et les partis politiques exilés, ou en d'autres termes les Américains et les Iraniens.

ÉTAPE II : DIFFUSION DU MESSAGE SUR LA SOUVERAINETÉ, LA DÉMOCRATIE ET L'ISLAM

Les Américains ont mis plusieurs mois à se rendre compte de l'importance de Sistani, Il a fait face à l'Autorité temporaire de la coalition (ATC) à plusieurs occasions, en commençant par la promulgation de sa fatwa du 25 juin 2003, aujourd'hui célèbre, par laquelle il a dénié à l'ATC toute légitimité pour rédiger la Constitution³³. Il a finalement obtenu gain de cause, les Etats-Unis ont dû accepter le retour de l'ONU en Irak, et ses commentaires sur la Loi administrative transitoire (LAT)³⁴.

Ne bloquant jamais ou insistant sur des positions peu réalistes, il a, par exemple, accepté la tenue d'élections pour l'Assemblée Nationale alors qu'il ne le voulait pas au début. La tenue des élections du 30 janvier 2005 était donc un succès pour lui même et pour les Américains. Sistani laissera la politique quotidienne aux politiciens de l'Alliance irakienne unifiée victorieuse, mais co-rédigera certainement la future Constitution de l'Irak et s'assurera aussi que les voix des sunnites soient entendues. (Un autre coauteur ou même le principal rédacteur seront les Etats Unis). La relation entre l'État et l'Islam constituera l'un des problèmes essentiels lors de la rédaction de la Constitution. Il sera intéressant de voir quelle terminologie sera mise en œuvre pour qualifier le nouvel Etat, puisque n'importe quelle expression mettant côte à côte les termes « république islamique » et l'Irak (comme le Pakistan et récemment l'Iran) seraient inacceptables pour les Américains. Mais le terrain pour l'islamisation de l'Irak a été déjà mis en place au lendemain de la chute de Saddam Hussein quand les groupes chiites ont comblé la vacance du pouvoir alors qu'il était évident dès le début que Sistani et ses partisans avaient une vision islamique pour l'Irak qu'ils n'abandonneront jamais. L'Islam va devenir la source de législation, comme cela a déjà été affirmé dans les conclusions finales de la conférence commandité par les Etats-Unis à Londres en décembre 2002³⁵ : « *Al-Islam masdar al-tachri'* » (l'Islam est la source de législation). Les traductions officielles ont essayé de dissimuler cette déclaration certainement islamiste en employant des termes moins dérangeants pour les oreilles occidentales laïques. Après les élections du 30 janvier 2005, un porte-parole de la Hawza réitéra que l'Islam devrait être consacré comme base à la législation dans la Constitution et d'autres sources proches de Sistani mirent en garde les officiels « contre la séparation de l'Etat et de la religion »³⁶.

Comme l'a défini la *mardja'iyya*, Sistani n'aura aucun problème avec un gouvernement séculier qui n'agit pas contre l'Islam. Le clergé ne régnera pas en Irak, mais insistera sur la conformité légale des lois et Sistani s'attend à ce que n'importe quel futur gouvernement observe ses fatwas sur les questions sociales. Cette position est très similaire à celle proclamée dans la Constitution iranienne de 1906³⁷. Son éducation et sa lignée spirituelle (Khoei, Borujerdi) confirmeraient cette hypothèse. Cela ne signifie pas que Sistani rejette la démocratie, deuxième source de sa vision politique pour l'Irak. Les élections libres et justes par le peuple devraient avoir comme conséquence un parlement pluraliste et représentatif, ce qui inclut des minorités ethniques et religieuses. Mais

on doit se demander si la *mardja'iyya* et les islamistes chiites simplifient le concept de démocratie : règle de la majorité et le peuple comme source de pouvoir et de législation, dans les deux cas le résultat serait le même, les chiites régneront puisqu'ils constituent la majorité et tiendront donc les rênes du pouvoir. « Comme corollaire à la démocratie, les islamistes domineront naturellement » écrit Faleh Abd al-Jaber « le pluralisme est-il en faveur des droits civiques et humains »³⁸. Néanmoins Sistani semble avoir un intérêt particulier pour la démocratie et les résultats des élections obligent la liste irakienne unie à trouver des alliés, à réaliser des compromis et à coopérer avec toutes les parties.

En même temps Sistani et d'autres représentants cherchaient des alliances avec les Kurdes et les Sunnites et avaient déclaré leur bonne volonté pour coopérer.

Comme pour les élections, Le soutien moral de Sistani au gouvernement pendant la rédaction de la Constitution est crucial. Inutile de dire que le gouvernement ne serait ni anti-clérical ni ne manifesterait une volonté de décréter une législation contraire à l'islam.

ÉTAPE III : GAGNER DU TERRAIN

Théologiquement, le rôle apolitique que Sistani envisage pour le clergé ne touche naturellement pas à la question d'autorité ni à celle de ses confrères. Ce rôle, cependant, permet au clergé du rang inférieur d'occuper des postes politiques. Ceci s'applique à Muqtada Sadr et Abdul Aziz Hakim sur qui Sistani n'a de toute façon aucun moyen d'arrêter les activités politiques. Mais concernant Najaf et la Hawza al-Ilmiya, Sistani est assuré que le jeu est fait par les règles de la *mardja'iyya* et non par celles de Muqtada ou de Téhéran. Par conséquent, la seule vraie menace pour lui demeure Muqtada Sadr, qui, semble coopératif au moins pendant un certain temps.

Il s'est avéré que ni Najaf ni Téhéran n'ont intérêt à exploiter les divergences politico-religieuses relatives au système de la république islamique. Pourtant Téhéran ou des personnalités qui lui sont proches ont tenté d'avoir une plus grande influence sur la Hawza de Najaf qui regroupe les cinq plus grands Ayatollah installés en Irak. Seul Ayatollah Muhammad Baqir-al Hakim, qui a été accueilli par des milliers de ses disciples à son retour en Irak, a failli réussir en ce sens. Muhammad Baqir a été personnellement choisi par Khomeiny pour diriger la

révolution islamique en Irak au moment opportun et il a accepté le système iranien du *velayat-efaqih*. Cependant, en mai 2003, Hakim a pris ses distances vis-à-vis du système iranien et rejoint la Hawza en tant que professeur pour prétendre au rang de mardja et Grand Ayatollah mettant la conduite du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak aux mains de son plus jeune frère Abdul Aziz. Sa mort horrible en août 2003 a fait oublier la signification de cet acte. Hakim était un proche ami et un grand partisan du Chef suprême Ali Khamenei vis-à-vis de qui, il se posait en émule. En introduisant les principes du système iranien à l'école de Najaf sa popularité chuta en Irak. D'autre part, ce sera le prix à payer pour Téhéran pour placer un fin connaisseur des affaires iraniennes au sein de la Hawza.

En même temps, Téhéran a tenté d'exercer une emprise sur Muqtada Sadr. Le grand Ayatollah Kazim Al-Haeri a déclaré par exemple que les fatwas de Muqtada avaient la même valeur que celles de n'importe quel vénéré Ayatollah. Le raisonnement qui sous-tend ce mouvement était double : l'emprise de Téhéran sur Muqtada, qui n'est qu'un religieux mineur, devait permettre à Al-Haeri de disposer d'une certaine base de pouvoir en Irak et jouir d'un soutien pour rejoindre la Hawza. Néanmoins Haeri et Muqtada sont tombés en disgrâce et le rapport entre Al-Haeri, natif de Nadjaf et qui semble être un des grand Ayatollahs et la Hawza ne s'est pas entièrement clarifié³.

Muqtada Sadr, comme son père avant lui, soutient ouvertement le principe du *velayat-e faqih* bien qu'il doute qu'il accepterait Khamenei en tant que chef suprême. La tendance xénophobe de Muqtada qui inclut les Iraniens et tous les non Arabes et non Irakiens et même les exilés irakiens en général, serait surprenante. Peu après l'invasion de l'Irak, Muqtada a menacé Sistani à cause de son origine iranienne et l'aurait certainement expulsé d'Irak sans l'intervention des membres armés des tribus sympathisantes. Muqtada aurait été également été impliqué dans le meurtre de Majid Al-Khoei dans la mosquée de Nadjaf. Les partisans de Muqtada ont tenté de prendre en main l'administration de la mosquée, la tombe de l'Imam Ali et le somptueux trésor de la mosquée. La seconde tentative non planifiée organisée pour faire main basse sur ces lieux saints de l'Islam chiite a été déclenchée par Paul Bremer qui a fermé le journal de Muqtada et déclaré (dans un langage proche de Saddam Hussein) « to go after him ».

Le siège de quatre mois de Nadjaf en été 2004 par l'armée d'Al-Mahdi de Muqtada, finalement expulsée par les troupes américaines,

était un succès total - pour Sistani qui devait subir un traitement médical à Londres et retourner opportunément signer et sceller un contrat de coopération avec Muqtada⁴. Cela permit aux troupes américaines de venir, au lieu des tribus arabes, restaurer l'autorité de Sistani à Nadjaf. (Le mandat d'arrêt contre Muqtada est tombé entre temps dans l'oubli).

C'était le dernier défi à l'autorité de Sistani, qui est bien avisé de ne pas chercher trop d'influence et de garder le cap sur une *Mardjaïya* apolitique, afin que les fidèles acceptent la supériorité spirituelle et théologique de Sistani, mais qui lorgnent vers Muqtada s'agissant du leadership politique⁵. Les partisans de ce dernier ont à plusieurs reprises exprimé leur mécontentement quant au comportement des Ayatollahs durant la crise de l'été 2004 mais sans évoquer le nom de Sistani⁶.

Le cadre des chiites irakiens a été défini comme placé entre les deux pôles des radicaux de la classe inférieure de Muqtada et par les vieilles institutions honorables du haut clergé de Sistani. Sistani doit maintenir ses relations avec Muqtada mais doit aussi prendre en compte les Américains et l'Iran.

BAGDAD, TÉHÉRAN ET LES ETATS-UNIS—HEUREUX ENSEMBLE ?

Une des plus étonnantes coalitions scellées après l'invasion de l'Irak était celle liant les Américains au CSRII. Elle a été facilitée par l'acte de libération de l'Irak de 1998 et le climat plus libéral suivant l'élection du Président Khatami en 1997. Néanmoins elle remonte au début des années 1990 avec les contacts du CSRII et du Congrès national irakien (CNI) d'Ahmad Chalabi.

Khamenei, le leader de la révolution iranienne avait personnellement accepté la participation du CSRII au (CNI) d'Ahmed Chalabi parrainé par les Etats-Unis et la coopération croissante entre le CSRII et les Américains. En fin de compte, le CSRII est parvenu à se frayer une petite voie entre les Américains et les Iraniens en manœuvrant prudemment et de plus en plus indépendamment de Téhéran.

Un processus similaire de distanciation vis-à-vis de Téhéran s'est mis en place au Liban dans les organisations politiques chiïtes où des ONG iraniennes se sont totalement « libanisées » au fil des années. Les relations de Téhéran avec le grand Ayatollah Fadhlallah⁷ en sont

une parfaite illustration. Cette distanciation a été observée même parmi les alliés les plus étroits de Téhéran comme le Hizbollah⁸.

Téhéran est conscient qu'il ne possède plus qu'une faible marge de manœuvre sur le CSRII même s'il peut compter sur ses réseaux et les relations tissées entre les services de sécurité dirigés par Khamenei et des dirigeants du CSRII dont les services de renseignement et de sécurité étaient jusqu'à très récemment entièrement dirigés par un personnel iranien. Son aile militaire, la brigade Badr (Faylaq Badr) a été entraînée, équipée et dirigée par les gardiens de la révolution iranienne (pasdarans). Les membres de la brigade Badr sont déjà volontaires dans les forces irakiennes de sécurité et certains avancent même l'idée d'une intégration totale de la brigade Badr dans l'armée irakienne. De notre point de vue, une emprise des cadres du CSRII et de la brigade Badr aura comme conséquence l'Irakisation de ces organismes plutôt qu'une Iranisation des institutions irakiennes.

Ceci ne correspond pas totalement à la vision américaine quant au futur appareil de sécurité irakien. Les Américains semblent plutôt compter sur les ex-baasistes que sur les chiites radicaux⁹. En juillet 2003, Ahmad Chalabi, suivant les directives américaines, s'est rapproché des membres des départements «Turquie» et «Iran» des Mokhabarats, le notoire appareil de sécurité du parti Baas¹⁰. Les mois suivants Iyad Allawi recrutait d'ex-officiers Baasistes dans l'armée et les autres services de sécurité¹¹. Même au plus haut de l'embrasement de la crise de Nadjaf, le gouvernement irakien a plutôt préféré attaquer l'Iran pour ses immixtions sournoises dans les affaires irakiennes et le CSRII accusé d'être à la solde de l'Iran que l'armée du Mahdi de Muqtada. Depuis, Sha'lan, le ministre de la défense et Shahwani le directeur des Mukhabarat ont accentué leurs critiques de la politique de Téhéran¹², alors que leur objectif était de diminuer les chances de succès du CSRII aux élections à venir.

Etant donné la situation actuelle en Irak, les Etats-Unis et l'Iran sont confrontés à deux réalités. Quelque soit la future armée, celle-ci serait fortement constituée de conscrits et d'officiers d'origine chiite dont une partie proviendrait de la brigade Badr, une des rares organisations ayant acquis une expérience militaire. Etant donné les résultats des élections, les Etats-Unis devront se résigner à accepter un rôle accru des cadres du CSRII et de la Daawa dans les ministères.

L'Iran dépourvu de ses leviers, au sein des plus hauts cadres de l'une ou l'autre partie, continuera à apporter son aide matérielle et financière aux services sociaux chiites ce qui lui permettra de restaurer son image et créer de nouveaux liens avec la République islamique sur des bases nouvelles. D'autre part, tout le monde devra accepter que les conseillers américains restent aux postes centraux pour diriger en grande partie la politique étrangère et de défense et que les forces armées irakiennes ne soient pas prêtes de gagner leur indépendance vis-à-vis des militaires américains et de pouvoir recruter leur propre personnel militaire.

Les Etats-Unis ont également assuré que le conseiller à la sécurité nationale et le patron des services secrets, désignés par Iyad Allawi, auront un mandat de cinq ans¹³. Cela signifie que les postes clés en Irak seront détenus pendant au moins quatre années supplémentaires par des personnalités pro-américaines. Ceci dit, ni les Américains ni les Iraniens ne peuvent, dans la mise en œuvre de l'organisation de la sécurité en Irak, manœuvrer les uns contre les autres pour jeter leurs opposants respectifs hors du pays. Les deux demeureront engagés.

Irakiens, Iraniens et Américains partagent les mêmes vues à propos de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Irak et la fin de l'insurrection.

Et aucune partie n'a intérêt dans à se lancer dans une véritable guerre civile qui pourrait résulter en une confrontation directe avec des conséquences imprévisibles. Dans ce cas-ci, un rapprochement entre l'Irak et les Etats-Unis serait une étape logique. Évidemment, l'Irak demeure seulement un aspect des relations américano-iraniennes et ne sera certainement pas la raison principale d'un rapprochement même si un arrangement tacite reste possible.

La tâche et le défi les plus cruciaux pour le gouvernement irakien consistent à conquérir les sunnites, s'assurer l'appui kurde et rédiger une nouvelle Constitution qui doit définir un cadre final pour l'autonomie kurde incluant le statut de Kirkuk, et organiser, enfin, les prochaines élections prévues en décembre 2005.

Walter POSCH
docteur en Histoire de l'Irak de l'Université de Bamberg
(Allemagne), et chercheur à l'Institut d'Etudes de Sécurité
de l'Union européenne ISS-EU

Traduction : Y.H TEKFA



NOTES

- (1) Hanna Battatu, *The Old Social Classes and The Revolutionary Movements of Iraq*, Princeton 1978-Londres 2004, p.44.
- (2) Faleh Abd al-Jaber, *The Shiite Movement in Iraq*, Londres 2003, pp. 235-255.
- (3) Rodger Shanahan, 'The Islamic Da'wa Party : Past Development and Future Prospects » *Middle East Review of International Affairs*, Vol 8- N°2, Juin 2004, pp. 16-25 ; pour la ramification de l'éclat des groupe Daawa, voir Abd-al-Jaber (2003), p.257.
- (4) Bartle Bull, « The Coming of Shia Iraq », *Prospect*, Novembre 2004, pp.38-45.
- (5) Manya Arshi : « Moqtada Sadr : Tâ zamâni ke echghalgarân dar 'Erâq hastand vâred-e siyasat nemi chawam ! » in : Aftâb-e Yazd, 4 Esfand 1383/22 février 2005 www.aftabyazd.com.
- (6) Chiffres données par le journal al-Hayat et reportées par Juan Cole, voir, www.juancole.com.
- (7) Cf. Andrew W. Terril, *Nationalism, Sectarianism, and the Future of the U.S. Presence in Post-Saddam Iraq*, Strategic Studies Institute, juillet 2003, p.22; Loulouwa Al-Rachid, « Du Bon usage du Chiisme irakien », *Politique Internationale*, vol 101, 2003, pp.95-111 ; Wilfried Buchta, *Who Rules Iran? The Structure of Power in the Islamic Republic*, Washington 2000, p.54.
- (8) Cf. Faleh Abd al-Jaber, « The Genesis and development of Marjaism against the State », in: *idem*: Abd al-Jaber (ed): *Ayatollahs, Sufis and Ideologues. State, religion and Social Movement in Iraq*, Londres, 2002, pp.61-85.
- (9) <http://www.alkhoeifoundation.com/>

- (10) Voir ses sites personnels : <http://www.sistani.org>; <http://www.seestani.com> et <http://www.najaf.org/>; <<http://www.aalulbayt.org/>>.
- (11) Borou Daragahi, « Al-Sistani mixes tradition with modern outlook », *Washington Times*, 09 mars 2004.
- (12) Cf. Posch Walter, «Les Shiites irakiens après la chute de Saddam Hussein" in, Walter Feichtinger, (dir) : Irak 2003 : *Aspects d'un Changement Radical*, Vienne, LVAK, 2003, pp. 101-154, voir aussi p. 117.
- (13) Jawdat Al Qazwini , «The school of Najaf», in, Abd al-Jaber (2002), pp.245-264.
- (14) Jawdat Al Qazwini , «The school of Qom", in, Jaber (2002), pp.265-282.
- (15) On dit que Khomeini et Sistani détestent personnellement Khomeyni.
- (16) Voir Buchta (2000) p.48 Londres accueille beaucoup de bases et organismes amicaux de Sistani.
- (17) Voir Buchta (2000) p.48, 52f., passim.
- (18) Posch (2003), p.141.
- (19) Radio Free Europe/ Radio Liberty : Iraq Report N°. 6.31, 17 juillet 2003.
- (20) Roschanack Schaery-Eisenlohr, «Iran the Vatican of Sh'isme ?" *Middle East Report*, N° 223, 2004, pp. 40-43.
- (21) Voir <http://khamenai.ir/EN/MESSAGE/detail.jsp?id=20040811A>. Khamenei se réfère à Sistani et a lui même en utilisant le terme ayatollah.
- (22) Borou Dargahi , «Al-Sistani mixes tradition with modern outlook", *Washington Time*, 09mars 2004.

- (23) Son frère Mohammed Baqir Sadr est Sadr I Premier, il était l'un des théologiens chiites et penseurs politiques les plus respectés. Il fut assassiné par l'un des acolytes de Saddam Hussein.
- (24) Jaber,(2003), p.26
- (25) Bull, p.39.
- (26) Cf. Jaber (2003) p.25f.
- (27) Eric Schmitt, «U.S. Officials say a theocratic Iraq is Unlikely” *New York Times*, 7 février 2005.
- (28) Le premier point de cette Fatwa est assez clair : « Rejet de tout pouvoir étranger en Irak », voir, www.sistani.org/messages/eng/ir2.htm
- (29) L'introduction de son fetwa dit « pour combler le vide courant les personnes appropriés et dévoués. Pour coopérer à la restauration de la loi et l'ordre en établissant des conseils pour chaque provinces...et région dans lesquelles les figures anciennes et spirituelles commises de la communauté, chefs de tribus peuvent aider à organiser les tâches du pays et restaurer l'ordre dans chaque secteur”
- (30) Posch (2003), p.120f.
- (31) Andrew Arato, «The Occupation of Iraq and the difficult transition from dictatorship» *Constellations*, Volume 10: Issue 3, September 2003.
- (32) <http://www.sistani.org/message/eng/bay8.htm>
- (33) Andrew Arato, «Sistani v Bush. Constitutional Politics in Iraq” *Constellations*, Volume 11: Issue 2, June 2004.
- (34) <http://www.sistani.org/message/eng/bay8.htm>

- (35) Faleh Abd al-Jaber, « The Worldly roots of religiosity in post-Saddam Iraq", *Middle East Report*, 227/2003, p.14 – pp.12-18.
- (36) «les Chiites Irakiens demande que l'Islam soit source de législation", *Agence France Presse*, www.turkishpress.com, 06-02-2005
- (37) lissa J. Rubin J., «Ayatollah Sistani to shape Future as Shia bloc win looms", *The Indian Express*, 07-02-2005
- (38) Faleh Abd al-Jaber, *The Shiite Movement in Iraq*, London 2003, p.21.
- (39) Posch (2003) p.144.
- (40) Bull, p.38
- (41) Bull, p.41, Cela a été confirmé par les résultats des élections, les partisans de Muqtada ont gagné la majorité dans la province de Maysam et Sadr City.
- (42) Eric Eckholm, «Ally of Militant Cleric is on the stump in Sadr City", *New York Times*, 05-01-2005.
- (43) Il faut préciser que Fadhlallah est un partisan de Abu l-Quasim Khoei et donc un adversaire de Khamaneï.
- (44) Shaery-Eisenlohr, p.43.
- (45) Dans ce cas, le gouvernement de Iyad Allawi est une sorte de pouvoir d'un neo-Baas Cf.Walter Posch « De la Domination du parti Baas au gouvernement néo-baasiste", *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 22-11-2004, pp.31-38 pour une vision similaire sur le gouvernement Allawi, voir, www.juanecole.com
- (46) Neela Benerjee et Douglas Jehl, «US Helps Iraq rebuild units that monitor Iran", *New York Times*, 22-07-2003, les mêmes activités ont été reportées par la CIA, voir, Nir

Rosen, « Unsavory Allies stack CIA's deck", in, www.post-gazette.com, 24-08-2003.

- (47) *Edward Wong et Eric Eckholm, «Allawi Presses to effort to bring back Baathists" New York Times, 12-10-2004.*
- (48) *Cf. «Iraqi ministers, intelligence chief to be investigated over unwarranted arrest" www.chinaview.cn, 21-09-2004*
- (49) *Milan Rai, «Whoever You Vote For, Washington wins. How Washington Plans To Dominate the New Iraqi National Assembly,» Electronic Iraq, 16 February 2005 <<http://electroniciraq.net/>>.*

